

Habitat Durable en Afrique : Voici la Feuille de Route des Acteurs Non-Étatiques adoptée

La Conférence Climate Chance Afrique 2023 qui s'est tenue pendant deux jours à Yaoundé a abouti à un moment historique pour l'avenir de l'habitat en Afrique. Réunissant 800 participants issus de 40 pays, cette conférence a vu l'adoption d'une Feuille de Route pour un Habitat Durable en Afrique – une première du genre.



Cette Feuille de Route, élaborée au cours de plusieurs ateliers et de visioconférences préparatoires, se distingue par sa précision dans les propositions d'actions publiques. Elle trace un chemin clair vers un avenir où l'habitat en Afrique est synonyme de durabilité, de résilience et de prospérité pour ses habitants.

Il s'agit du renforcement du rôle des autorités locales: Les

acteurs non-étatiques reconnaissent l'importance cruciale des autorités locales dans la mise en œuvre de politiques d'habitat durable. Il est essentiel de leur accorder les ressources nécessaires pour qu'elles puissent jouer un rôle central dans cette transformation.

Au sujet du développement de la planification et la gouvernance foncière, la Feuille de Route souligne la nécessité de développer des outils de planification et de gouvernance foncière pour soutenir les stratégies d'habitat durable.

Face à l'explosion démographique des mégalo-poles africaines, la Feuille de Route propose de renforcer les villes moyennes et d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales pour décourager l'exode rural.

Aussi, l'habitat informel doit être intégré dans les stratégies globales, avec un accent sur son amélioration progressive et la prévention de nouvelles constructions dans les zones de vulnérabilité.

Une véritable stratégie d'action climatique urbaine est préconisée pour éviter l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cela devrait s'inscrire dans les contributions nationales déterminées des États africains.

Le besoin de soutenir les filières de l'éco-construction: Les filières de l'éco-construction et les savoir-faire de l'habitat traditionnel, adaptés au défi du changement climatique, doivent être soutenus pour favoriser des pratiques durables.

Pour relever ces défis, il est impératif de renforcer et de diversifier les financements. Cela implique d'intégrer les possibilités offertes par la finance climat et d'orienter les investissements des diasporas vers des stratégies de durabilité.

Cette Feuille de Route a déjà reçu un soutien significatif de la part des principaux réseaux de gouvernements locaux africains, d'organisations de la société civile engagées dans les questions d'habitat, ainsi que d'autres spécialisées dans ce domaine.

Lors de la clôture de la conférence, la Feuille de Route a été officiellement remise à la Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain du Cameroun, Célestine Ketcha Courtès, ainsi qu'au Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam.

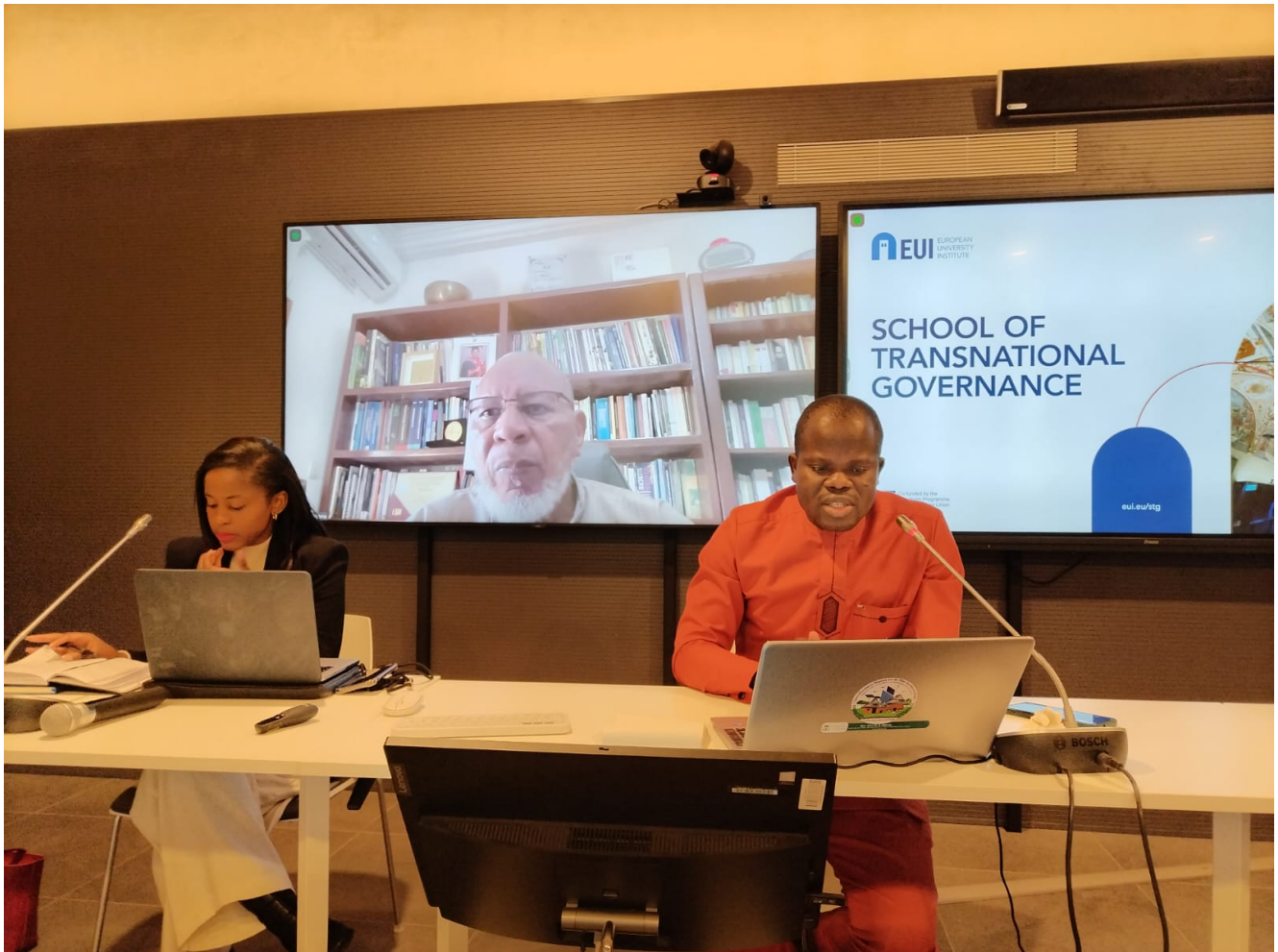
Ce document essentiel sera présenté lors de la COP28 à Dubaï et lors du 12ème Forum Urbain Mondial du Caire en 2024. La Conférence Climate Chance Afrique 2023 était un élément intégré dans la World Urban Campaign portée par UN-Habitat, renforçant ainsi l'engagement en faveur d'un habitat durable en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

Série des potentiels africains face aux enjeux climatiques: Jonas A. ATCHADE et d'autres éminents experts situent l'Afrique en Italie

Le mardi 24 octobre 2023, l'École Transnationale de Gouvernance (STG) de l'Institut Universitaire de l'Europe (EUI) a accueilli un panel de haut niveau dans le cadre de la

série « Les potentiels Africains ». Cet événement a rassemblé d'éminentes figures pour discuter des défis et opportunités liés aux changements climatiques, à la migration, et à la transition énergétique en Afrique.



Les intervenants de renom étaient le Professeur Titulaire Yacob Mulugetta, Directeur du Centre de formation sur les Énergies Renouvelables à l'Université de Londres, le Dr. Youba Sokona, vice-président du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) en charge du groupe de travail sur la transition énergétique et l'expert ATCHADE A. Jonas. Une session animée par Tuwilika Shaimemanya de Namibie.

Dans ses interventions, Jonas ATCHADE a abordé les questions relatives à la migration climatique, l'accentuation des risques climatiques sources des pertes et dommages récurrentes, la gouvernance des changements climatiques en Afrique et notamment les implications pour le continent, les défis liés à la paix, à la sécurité avec une interconnexions

des aléas climatiques dans le Sahel.

Cet événement visait à mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique, à la migration et la gouvernance climatique ainsi que la transition juste sectorielle en Afrique. Les discussions ont également examiné l'impact du changement climatique dans le contexte africain, le progrès social et ses indices en tenant compte de la croissance démographique et du développement des différentes régions africaines. Les experts ont échangé autour des opportunités offertes par la transition verte et de l'importance de l'énergie verte pour la sécurité énergétique de l'Afrique.

Au cours de l'événement, il a été abordé des questions plus approfondies liées à la gouvernance climatique en Afrique, en explorant les alternatives vers une gestion efficace du changement climatique sur le continent.

Notons que la série « Les potentiels des Africains » à Florence (Italie) a permis une réflexion approfondie sur ces enjeux climatiques et a mis en lumière les efforts et les attentes de l'Afrique. Cette initiative a permis de réunir des experts de renommée mondiale pour éclairer les débats et contribuer à la recherche de solutions face aux défis climatiques qui pèsent sur le continent africain.

Megan Valère SOSSOU

**Mise en œuvre de la
Convention de Bâle : Vers une**

meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin

Du mardi 24 au jeudi 26 octobre 2023, la ville de Bohicon a abrité une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets.



Atelier de formation sur les DEEE à Bohicon
À l'instar de plusieurs autres pays, le Bénin est signataire

de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui réglemente le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés.

C'est pourquoi, le Ministère du Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.



Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs, qui

interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels, ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour aborder de façon concrète la problématique.

« *J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation* » a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toutes les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au niveau des populations. Car a-t-elle soutenu, la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU